

Parc naturel régional du Vexin français.

Les espaces naturels et agricoles, la Charte et les documents d'urbanisme – Agen 01/12/09

Le Vexin français est un territoire rural particulièrement bien préservé aux portes de l'Ile-de-France. Cette préservation doit autant à la planification des années 60 qui, en créant les villes-nouvelles a permis de préserver les campagnes de la grande couronne d'Ile-de-France, qu'à l'action d'acteurs locaux, élus, associations, agriculteurs attachés à ce territoire à l'identité forte.

Cette volonté de préservation s'est d'abord traduite dans les années 70 par l'inscription au titre des sites puis, en 1995, par la création du Parc naturel régional qui a apporté au Vexin français un véritable projet de territoire et de développement durable. L'ambition de ce projet : maintenir et affirmer une ruralité vivante, à moins de 30 minutes du périphérique parisien et aux portes de l'OIN Seine-Aval qui annonce un Grand Paris tourné vers Le Havre.

Dès la préfiguration du Parc, la Charte a été voulue par les acteurs locaux et par l'État comme un outil aussi prescriptif que possible : croissance démographique contenue, nombre de logements nouveaux par an limité, périmètre d'extension des villages précisément circonscrit. Le jeu de la compatibilité des documents d'urbanisme avec la Charte, introduit par la Loi de 1993, a permis une traduction précise des prescriptions de la Charte dans le POS des communes, la plupart en étant déjà dotées. Ces prescriptions ont été d'autant plus faciles à faire admettre localement qu'elles étaient en parfaite cohérence avec le SDRIF (Schéma Directeur de la Région Ile-de-France, document propre à la région métropole et élaboré alors par l'État), et qu'elles traduisaient en règles claires opposables aux tiers la volonté de protection exprimée par la majorité des élus et des habitants. La traduction concrète des orientations et mesures de la Charte dans les PLU mobilise tous les outils offerts par le code de l'urbanisme, et notamment le PADD, les orientations d'aménagement, le zonage et le règlement. Dans la mesure du possible, le Parc accompagne les communes lors de toutes les réunions de travail avec le bureau d'études et le service territorial de la DDEA. Il contribue aux études préalables en dotant chaque commune d'une charte paysagère et en réalisant si nécessaire des études sur des thématiques particulières (réutilisation des bâtiments ruraux désaffectés, intégration paysagère des bâtiments agricoles, etc.).

Pour la profession agricole, malgré quelques craintes de principe, la Charte du Parc a apporté une assurance supplémentaire quand à la préservation de son outil de travail : pas de mitage, pas de consommation immodérée d'espace, pas de tentations immobilières non plus. Certes le Vexin français a lui aussi connu son lot d'élargissement de routes, déviations et autres mises à 2x2 voies, certes quelques lotissements ont été construits ici et là, mais toujours avec une occupation plus rationnelle de l'espace que dans beaucoup d'autres régions péri-urbaines.

Reste que la préservation des espaces ruraux, qu'ils soient agricoles ou naturels, ne fait pas tout. Et l'objet de la Charte est bien de donner un sens à ces espaces, de proposer un projet de développement qui s'appuie sur les atouts de ce territoire. Ce projet se construit, le Parc en est l'animateur, avec l'ambition de positionner l'agriculture vexinoise par rapport aux enjeux actuels (agro-matériaux, bio-énergie, agriculture biologique, circuits courts) et maintenir sa vocation à la fois économique, sociale et culturelle tout en préservant les ressources naturelles et les paysages.

Patrick GAUTIER,
Urbanisme & Habitat
Resp. pôle aménagement
PNR Vexin français